



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie techniquement par :

M. Hubert DUBOIS

DRT/LIST/DILS

Téléphone : 01.69.08.00.03

hubert.dubois@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :

Mme Karelle CHRETIEN-HURARD

Service des Marchés et Achats

Téléphone : 01.69.08.54.64

karelle.chretien-hurard@cea.fr

**ORGANISATION DU SEMINAIRE « DILS AU VERT »
DE LA DIRECTION DE LA RECHERCHE
TECHNOLOGIQUE DU CEA QUI SE DEROLERA
EN REGION PARISIENNE, DU 21 AU 23 MAI 2024**

Référence projet de marché n° B23-06182-KCH

Entre

le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par Monsieur / Madame, en qualité de.....

ci-après dénommé « le CEA »,

d'une part,

et

la société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de

ci-après dénommée « le Titulaire »,

d'autre part,

ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019

**SOMMAIRE**

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION.....	3
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES	6
ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	6
ARTICLE 6 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	7
ARTICLE 7 - CLAUSE SOCIALE	7
ARTICLE 8 - QUALITE	7
ARTICLE 9 - INTERLOCUTEURS	8
ARTICLE 10 - DUREE	8
ARTICLE 11 - REUNIONS	8
ARTICLE 12 - RECEPTIONS.....	9
ARTICLE 13 - MONTANT.....	9
ARTICLE 14 - CONDITIONS DE FACTURATION	11
ARTICLE 15 - CONDITIONS DE PAIEMENT	12
ARTICLE 16 - SOUS-TRAITANCE	12
ARTICLE 17 - PENALITES.....	12
ARTICLE 18 - REPORT DE LA CONFERENCE DU FAIT DU CEA.....	13
ARTICLE 19 - RESILIATION	13
ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE.....	15
ANNEXE 2 - MODELE D'ORDRE DE SERVICE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX OU UNITES D'ŒUVRE (BPU)	19
ANNEXE 3 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE).....	21

**ARTICLE 1 - OBJET****1.1 Dispositions générales**

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, l'organisation du séminaire « DILS au vert » de la Direction de la Recherche Technologique (DRT) du CEA qui se déroulera en région parisienne, du 21 au 23 mai 2024.

Le CEA est l'organisateur de cet évènement et a en charge son organisation.

1.2 Unité bénéficiaire

La prestation est effectuée pour le compte de la Direction de la Recherche Technologique (DRT), Département Ingénierie, Logiciels et Systèmes (DILS).

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le dossier de consultation du CEA référencé B23-06182-KCH daté du 12 janvier 2024, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - les Spécifications Techniques constituées du cahier des charges référencé «DILS au vert 2024» v4 du 10/01/2024,
 - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée
datée du (à compléter par le soumissionnaire)

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION**3.1 Partie forfaitaire**

Les prestations de la partie forfaitaire comprennent :

- La location des espaces suivants :
 - 1 salle de réunion pouvant accueillir 120 personnes équipées de prises pour recharger les ordinateurs, micros, connexion wifi, vidéoprojecteurs, paperboards, feuilles et stylos pour 90 personnes,
 - 4 salles de sous-commission pouvant chacune accueillir 20 personnes équipées de prises pour recharger les ordinateurs, micros, connexion wifi, vidéoprojecteurs,
 - Un espace hébergement de 90 chambres,

- Un espace de restauration décoré et meublé pouvant accueillir 120 personnes,
- Les prestations en personnel :
 - Une équipe technique dédiée au séminaire (responsable technique, responsable sonorisation, éclairagiste...).
- Les prestations de restauration suivantes :
 - 100 pauses d'accueil pour le 1er jour,
 - 500 pauses-café soit 5 pauses-café pour 100 personnes,
 - 180 petits-déjeuners soit 2 petits-déjeuners pour 90 personnes,
 - 300 déjeuners avec boissons comprises soit 3 déjeuners pour 100 personnes,
 - 90 cocktails dînatoires avec boissons comprises,
 - 90 dîners assis avec boissons comprises.
- Les prestations complémentaires :
 - l'accès à un espace pour une soirée avec bar, jeux de société, billards, baby-foot, flipper/karaoké-musique, etc.... pour 90 personnes,
 - l'accès à des activités extérieures sur le site (piscine, jeux, vélos...) pour 120 personnes.

Le Titulaire est réputé agir en tant qu'expert dans le domaine, objet du marché. Il prend à sa charge toutes les sujétions comprises dans la prestation, même si celles-ci ne sont pas listées de façon exhaustive dans le cahier des charges précité.

Les prestations du Titulaire suivront le déroulement du séminaire depuis sa préparation jusqu'à sa réalisation et son complet achèvement.

3.2 Partie estimative

Les prestations de la partie estimative se déclinent comme suit :

3.2.1 Prestations sur bordereau de prix

Le Titulaire pourra être amené à réaliser les unités d'œuvre suivantes :

N°	Unité d'œuvre – objet	Quantité maximale d'Unité d'œuvre
1	1 salle de sous-commission pouvant accueillir 20 personnes	2
2	1 salle de sous-commission pouvant accueillir 3 personnes	2
3	1 chambre supplémentaire pour 1 nuit	40
4	1 petit-déjeuner supplémentaire	40
5	1 pause d'accueil supplémentaire	20
6	1 pause-café supplémentaire	100
7	1 déjeuner supplémentaire	60
8	1 cocktail dînatoire supplémentaire	30

9	1 dîner assis supplémentaire	30
10	Une animation de type team-building (par exemple escape game) d'une demi-journée pour 20 à 30 personnes	4
11	Une animation de type team-building (par exemple environnement/nature) d'une demi-journée pour 20 à 30 personnes	4
12	Une animation de type team-building (à proposer par le soumissionnaire) d'une demi-journée pour 20 à 30 personnes	4
13	Une animation de type team-building (à proposer par le soumissionnaire) d'une demi-journée pour 20 à 30 personnes	4
14	Une animation de type team-building (à proposer par le soumissionnaire) d'une demi-journée pour 20 à 30 personnes	4
15	Une animation de type team-building (à proposer par le soumissionnaire) d'une demi-journée pour 20 à 30 personnes	4

Ces prestations seront rémunérées sur la base des bordereaux de prix unitaires (BPU) mentionnés à l'article « Montant » du marché. Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu une demande du CEA formalisée par ordre de service (OS) dont le modèle figure en en annexe.

Les Parties peuvent convenir de la création de nouveaux BPU au cours de l'exécution du marché dans les conditions et modalités suivantes :

- l'objet des BPU sont de même nature en termes de spécifications techniques que celles définies dans le marché initial et/ou s'avèrent nécessaires à la réalisation des prestations,
- le chiffrage des BPU complémentaires est établi sur la base des montants en vigueur et définis contractuellement ou du montant d'une prestation sur devis préalable générée dans le cadre de l'exécution du marché (FDMDP) et ayant un objet similaire,
- le CEA formalise cette évolution et son accord par un courrier co-signé par les Parties. Les nouveaux BPU sont applicables dès réception par le Titulaire de ce courrier co-signé, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

3.2.2 Prestations sur devis préalable

Les prestations sur devis préalables portent sur des modifications mineures ou des prestations supplémentaires non couvertes par les Spécifications Techniques que le CEA se réserve le droit de faire effectuer par le Titulaire dans les conditions définies par le marché.

Le CEA adressera une demande spécifique au Titulaire. Le Titulaire fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de 5 (cinq) jours ouvrés, faisant apparaître :

- le descriptif des prestations à réaliser,
- le nombre de jours ou le nombre d'heures d'intervention par qualification, les taux journaliers ou les taux horaires (conformément aux dispositions de l'article « Montant » du marché),
- un calendrier de réalisation des prestations.

Ces devis sont soumis à l'accord préalable du CEA et une fois acceptés par celui-ci, ont un caractère ferme et forfaitaire.

L'accord du CEA sera formalisé par une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) dont le modèle figure en annexe 3, adressée au Titulaire et faisant référence au devis présenté.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 Obligation de résultat

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans les Spécifications Techniques et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

4.1.2 Obligation de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.2 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

5.1 Lieu d'exécution

Le séminaire se tiendra dans les locaux du Titulaire.

5.2 Les locaux et installations diverses

Les locaux et installations diverses mis à la disposition du CEA seront en état normal de fonctionnement et devront être conformes aux règles de sécurité en vigueur.

En particulier, les appareils et installations électriques devront être conformes aux normes en vigueur et ne présenteront aucun danger dans leur utilisation normale.

Les locaux et installations du Titulaire seront en conformité avec les règles en vigueur pour les établissements destinés à recevoir du public : accès pour les personnes handicapées, matériel de secours de première intervention, matériel de lutte incendie (extincteurs) etc.

5.3 Règles de préparation et d'hygiène de la partie restauration

Les règles de préparation et d'hygiène devront être conformes aux règles en vigueur dans la profession. Le prestataire ou son sous-traitant devra proposer une certaine variété de repas.



La variété des mets proposés est souhaitée. Le Titulaire indiquera l'origine de ses produits sur simple demande du CEA ainsi que la liste des ingrédients entrant dans la composition des produits proposés.

5.4 Moyens mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des consommables ayant trait à l'exécution des prestations même lorsque cette exécution s'effectue dans les locaux du CEA.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA

5.5 Moyens mis à disposition par le CEA

Les conditions de mise à disposition par le CEA de moyens sont définies à l'article 19 des CGA.

5.6 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.

ARTICLE 6 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire s'engage à privilégier des outils, supports et cycles de vie des produits, modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteur en CO2.

ARTICLE 7 - CLAUSE SOCIALE

Le titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

ARTICLE 8 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives à la norme ISO 9001 (dernière version en vigueur).

**ARTICLE 9 - INTERLOCUTEURS**

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

Fonction	Nom	tél	mail
- Pour le CEA :			
Chargée de Communication	Diane BAHRAMI	01.69.08.63.23	diane.bahrami@cea.fr
- Pour le Titulaire			
Responsable technique	M. xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx

(à compléter par le soumissionnaire)

L'interlocuteur du Titulaire, désigné ci-avant, a qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où ces responsables ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

ARTICLE 10 - DUREE

Les prestations pour le séminaire « DILS au vert » 2024 se dérouleront pendant trois jours du 21 au 23 mai 2024.

Le présent marché entre en vigueur dès sa signature et arrivera à échéance après réception par le CEA de l'ensemble des prestations. Plus particulièrement, l'ensemble des missions définies à l'article 3 se déroulera sur toute la durée du présent marché.

ARTICLE 11 - REUNIONS**11.1 Dispositions générales**

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions (réunion de démarrage, réunions spécifiques...), dans les locaux du CEA ou par visioconférence, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

11.2 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.



ARTICLE 12 - RECEPTIONS

12.1 Réception des prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires du présent marché feront l'objet d'une réception prononcée après acceptation sans réserve par le CEA de la prestation durant la période considérée conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

12.2 Réception des prestations sur bordereaux de prix

La réception des prestations sur bordereaux de prix sera prononcée après la réalisation satisfaisante et acceptation par le CEA des prestations.

12.3 Réception des prestations sur devis préalables

La réception des prestations sur devis préalables sera prononcée après la réalisation satisfaisante et acceptation par le CEA des prestations sur devis préalables.

12.4 Modalités de réception

La réception s'effectuera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une refaction du prix du marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

ARTICLE 13 - MONTANT

13.1 Montant total du marché

Le montant total des prestations est plafonné à la somme de **XXXXXX € HT (XXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES)**.

Ce montant ne constitue pas un engagement de dépense pour le CEA. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

13.2 Montant de la partie forfaitaire

Le montant des prestations forfaitaires, objet du présent marché, est fixé à la somme forfaitaire de **XXXXXX € HT (XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES)**.

13.3 Prestations sur bordereaux de prix

Les prestations sur bordereaux de prix sont plafonnées à la somme de **XXXXXX € HT (XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES)**.

Ce montant est estimatif et ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-

dessus sans autorisation préalable et écrite (OS) du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Ces prestations seront rémunérées sur la base des forfaits unitaires et forfaitaires suivants :

N°	Intitulé	€ HT
1	1 salle de sous-commission pouvant accueillir 20 personnes	
2	1 salle de sous-commission pouvant accueillir 3 personnes	
3	1 chambre supplémentaire pour 1 nuit	
4	1 petit-déjeuner supplémentaire	
5	1 pause d'accueil supplémentaire	
6	1 pause-café supplémentaire	
7	1 déjeuner supplémentaire	
8	1 cocktail dînatoire supplémentaire	
9	1 dîner assis supplémentaire	
10	Une animation de type team-building (par exemple escape game) d'une demi-journée pour 20 à 30 personnes	
11	Une animation de type team-building (par exemple environnement/nature) d'une demi-journée pour 20 à 30 personnes	
12	Une animation de type team-building (à proposer par le soumissionnaire) d'une demi-journée pour 20 à 30 personnes	
13	Une animation de type team-building (à proposer par le soumissionnaire) d'une demi-journée pour 20 à 30 personnes	
14	Une animation de type team-building (à proposer par le soumissionnaire) d'une demi-journée pour 20 à 30 personnes	
15	Une animation de type team-building (à proposer par le soumissionnaire) d'une demi-journée pour 20 à 30 personnes	

En cas d'ajout de nouveaux BPU, selon les dispositions de l'article 3 du marché, le montant de ces BPU complémentaires est défini dans le courrier signé contradictoirement par les Parties.

13.4 Prestations sur devis préalables

Le montant des prestations sur devis préalables est plafonné à la somme de € HT (..... HORS TAXES).

Ce montant plafond ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite du CEA (FDMDP) et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Les devis sont établis sur la base des taux horaires/journaliers suivants :

- Qualification XXXXX : € HT

- Qualification XXXXX : € HT

(à compléter par le soumissionnaire)

L'acceptation par le CEA du devis du Titulaire rend le montant de la demande de la prestation concernée forfaitaire et ferme.



- 13.5** Les prix fixés ci-dessus comprennent l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et d'hébergement, les frais d'établissement et de relecture, des documents nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

13.6 Caractère des prix

Les montants visés ci-dessus ont un caractère non révisable et sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de **XXXX 2024** (mois de remise de l'offre).

ARTICLE 14 - CONDITIONS DE FACTURATION

14.1 Echancier de facturation des prestations forfaitaires

Le montant des prestations forfaitaires sera facturé par le Titulaire (**ou le mandataire du groupement**), conformément à l'échéancier suivant :

- 20 % du montant forfaitaire HT et les taxes correspondantes dès confirmation au CEA de la location des espaces pour le compte du CEA sur présentation des justificatifs,
- 80 % du montant forfaitaire HT et les taxes correspondantes à la clôture du séminaire après réception sans réserve par le CEA de l'ensemble des prestations.

14.2 Prestations sur bordereaux de prix

Les prestations sur bordereaux de prix seront facturées mensuellement à terme échu et toutes taxes incluses, à la réception des prestations réalisées. Elles seront rémunérées selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent marché.

14.3 Prestations sur devis préalables

Les prestations sur devis préalables seront facturées, toutes taxes incluses, à la réception des prestations correspondant à chaque FMDP, selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent marché.

14.4 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire **ou le co-traitant** au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : SAC-C,
- le numéro de commande (n° 4000XXXXXX).

A rajouter en cas de GME

Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprise (GME), les factures peuvent être émises par le mandataire du GME, Titulaire de ce marché et / ou par son cotraitant. Dans tous les cas, les montants des factures devront être conformes à l'article MONTANT du marché et les factures devront être contre signées par le mandataire et son co-traitant. En aucun cas, la somme des



montants facturés par le mandataire et son co-traitant ne pourra excéder le montant de l'échéance de facturation. Dans le cas contraire, les factures excédentaires seront rejetées et le CEA ne saurait être tenu pour responsable.

14.5 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 15 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 16 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet remis dans des délais suffisants.

ARTICLE 17 - PENALITES

17.1 Modalités d'application et plafond

Les pénalités applicables au présent marché et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché (prestations forfaitaires et prestations hors forfait engagées).

17.2 Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles

Au titre de la mauvaise exécution du marché, les pénalités suivantes seront appliquées au Titulaire :

Manquements aux obligations définis dans les Spécifications Techniques	Montant de la pénalité en euros hors taxes
Retard dans la remise d'un livrable	100 € HT par heure de retard



Ecart lié à la qualité	500 à HT par écart
Ecart lié à la sécurité	1 500 à HT par écart
Retard dans la remise d'un devis	500 à HT par jour calendaire de retard
Non-respect des délais d'exécution stipulés dans le devis	500 à HT par jour calendaire de retard

ARTICLE 18 - REPORT DE LA CONFERENCE DU FAIT DU CEA

En cas de report du séminaire du fait du CEA, ce dernier en informera le Titulaire par tout moyen et dans les meilleurs délais.

Si la nouvelle date du séminaire convient au Titulaire, les Parties se rapprocheront en vue de la signature d'un avenant au présent marché.

Si la nouvelle date du séminaire ne convient pas au Titulaire, les Parties prononceront la résiliation du présent marché. Dans ce cas, les dispositions figurant à l'article 19.1 ci-dessous s'appliqueront.

En cas de report, chaque Partie renonce à tout recours envers l'autre Partie au titre d'éventuels dommages et intérêts.

ARTICLE 19 - RESILIATION

19.1 Résiliation de plein droit

En cas d'annulation du séminaire du fait du CEA, ou d'impossibilité pour les Parties de s'entendre sur la nouvelle date en cas de report du séminaire, le présent marché sera résilié de plein droit, à tout moment et sans préavis, et les Parties seront libérées de leurs obligations.

Dans ce cas, le Titulaire sera en droit de facturer au CEA une indemnité forfaitaire calculée de la manière suivante :

Date de la résiliation	Montant de l'indemn��t forfaitaire due par le CEA
Après le 20/04/2024	25 % du montant des prestations forfaitaires figurant à l'article MONTANT
Jusqu'au 31/03/2024	15 % du montant des prestations forfaitaires figurant à l'article MONTANT
Avant le 31/02/2024	Pas d'indemn��t forfaitaire

Dans tous les cas, le Titulaire restituera la totalité des sommes perçues par lui au titre des avances.

Dans le cadre du présent article, chaque Partie renonce à tout recours envers l'autre Partie au titre d'éventuels dommages et intérêts.

**19.2 Résiliation en cas de défaut d'exécution**

Pour tout défaut dans l'exécution de la prestation dûment constaté par le CEA ou annulation du séminaire du fait du Titulaire, le CEA pourra résilier le présent marché de plein droit sans préavis et sans autre formalité. La résiliation du présent marché pourra être effectuée dans les conditions de l'article 39 des CGA.

Dans un tel cas, le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité et sera dans l'obligation de restituer au CEA la totalité des sommes perçues au titre des avances.

De plus, le CEA se réserve le droit de facturer au Titulaire les sommes requises au titre du préjudice subi. Dans le calcul de ces sommes, le CEA prendra en compte tous les frais directs avancés par lui auprès de tiers, avant ou après la date de la résiliation ainsi qu'une indemnité forfaitaire égale à 30 % du montant des prestations forfaitaires et fermes figurant à l'article MONTANT du présent marché.

Enfin, dans ce cas, le Titulaire renonce à tout recours envers le CEA au titre d'éventuels dommages et intérêts.

19.3 Obligations du Titulaire en cas de résiliation

En cas de résiliation du présent marché, l'article « Confidentialité » continuera à produire ses effets.

Fait à Saclay,
en deux exemplaires originaux,
Pour le CEA, le
Signature :

Pour le Titulaire, le
Signature :

ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

- 1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité.

Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre (pour le site de Saclay) ou de son délégataire (pour le site de Fontenay-aux-Roses).

2. Habilitation - Certification

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

3. Accès au Centre

3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)*

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

3.2 *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

Délivrance du badge d'accès

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'entrée du Centre CEA concerné au niveau de l'accueil des entreprises muni des pièces suivantes :

Pour le personnel de l'Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

Pour le personnel hors Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

3.3 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire*

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

4. **Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire**

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

5. **Suivi médical**

5.1 *Dispositions générales*

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA),
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SST,
- à fournir au SST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses Sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le service de santé au travail du CEA. Les modalités de cette surveillance sont précisées par un



accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses Sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.

En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.





**ANNEXE 2 - MODELE D'ORDRE DE SERVICE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX
OU UNITES D'ŒUVRE (BPU)**

ORDRE DE SERVICE N° ...					
Marché n° 4000		Titulaire :			
N° UO	Objet	Coût unitaire (€ HT)	Quantité	Montant (€ HT)	Délais T0* +
1	1 salle de sous-commission pouvant accueillir 20 personnes				
2	1 salle de sous-commission pouvant accueillir 3 personnes				
3	1 chambre supplémentaire pour 1 nuit				
4	1 petit-déjeuner supplémentaire				
5	1 pause d'accueil supplémentaire				
6	1 pause-café supplémentaire				
7	1 déjeuner supplémentaire				
8	1 cocktail d'înatoire supplémentaire				
9	1 dîner assis supplémentaire				
10	Une animation de type team- building (par exemple escape game) d'une demi-journée pour 20 à 30 personnes				
11	Une animation de type team- building (par exemple environnement/nature) d'une demi-journée pour 20 à 30 personnes				
12	Une animation de type team- building (à proposer par le soumissionnaire) d'une demi- journée pour 20 à 30 personnes				
13	Une animation de type team- building (à proposer par le soumissionnaire) d'une demi- journée pour 20 à 30 personnes				



14	Une animation de type team-building (à proposer par le soumissionnaire) d'une demi-journée pour 20 à 30 personnes				
15	Une animation de type team-building (à proposer par le soumissionnaire) d'une demi-journée pour 20 à 30 personnes				
Montant total : € HT					
Commentaires :					
T0* étant la date de signature de l'OS					
.....					
.....					
		CEA			
NOM					
DATE					
SIGNATURE					

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire. Le Titulaire ne pourra engager de BPU au-delà des quantités et des montants indiqués sur l'ordre de service sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.





**ANNEXE 3 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS
PREALABLE)**

FDMDP N° ...		
Marché n° 4000		Titulaire :
Référence de la spécification technique du CEA :		Référence du devis du Titulaire :
Montant : € HT		
Les prestations correspondent au périmètre suivant :		
Délais(s) d'exécution et date(s) de remise du/des livrable(s) :		
	CEA	TITULAIRE
NOM		
DATE		
SIGNATURE		

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué sur la FDMDP sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.